Où vas tu Argentine?

Les premières semaines de Mauricio Macri, au pouvoir en Argentine, ont été marquées par la prise d'une série de mesures à caractère nettement néoliberal qui font craindre que le pays se dirige vers une confrontation sociale dont les résultats pour l'Exécutif, pourraient être douteux.

En effet, le nouveau gouvernement ne cache pas ses intentions d'annuler les programmes sociaux appliqués ces 12 dernières années.

L'une des premières décisions a été l'élimination du contrôle du change, décrété par l'ex présidente Cristina Fernández dans le but d'éviter la dévaluation du peso, la monnaie nationale et protéger ainsi les réserves internationales du pays.

Les principaux bénéficiaires de la libéralisation des taux de change sont les grands chefs d'entreprise qui peuvent désormais acquérir les devises qu'ils voudront et les sortir du territoire national sans aucun inconvénient.

Macri a également éliminé les impôts sur les exportations de viande, de blé et de maïs, il a réduit ceux du soja, un geste en faveur de la grande industrie agro-alimentaire. Selon la doctrine néolibérale, la réduction des impôts permet aux entreprises de faire face à la concurrence sur les marchés, en meilleures conditions. Jusqu'à présent la seule conclusion pratique a été une augmentation considérable des revenus.

En même temps et de façon suspecte, les nouvelles autorités de l'Institut National des Statistiques et de Recenssements ont annoncé qu'elles suspendront la publication de données sur la marche de l'économie sous prétexte de restructurer cette entité officielle, de telle sorte que ce sera très difficile de savoir pour le moment, les effets des nouvelles politiques mises en place par le gouvernement.

Le mécontentement populaire, le baromètre le plus important, ne cesse d'augmenter après les annonces désastreuses qui auront un impact direct dans les revenus familiaux, comme la suspension des contrôles des prix, la hausse des tarifs des services indispensables comme le gaz ou l'électricité, où les subventions de l'État ont été suprimées au milieu de l'un des étés les plus torrides en Argentine.

Les nouveaux prix, qui pourraient monter jusqu'à 500% selon la chaîne internationale de nouvelles Telesur, ne se sont pas traduits par une amélioration pour la population, qui se heurte à de nouvelles atteintes.

Une mesure insolite: le ministère de la santé a annoncé que 380 médecins formés à Cuba et qui travaillaient dans des zones vulnérables, dans lesquelles les praticiens formés dans les universités locales ne veulent pas aller, ont été interdits d'exercer.

En plus de violer des accords signés par Cuba et l'Argentine, cette décision vient prouver le mépris envers la population la plus pauvre, à laquelle on limite l'accès à la santé mettant en risque ainsi son droit à la vie.

Dans sa course acharnée vers le néolibéralisme, Mauricio Macri va faire voler en éclats la souveraineté nationale, en négociant avec les fonds vautours, qui comme le mythique charognard qui dévorait tous les jours le foi de Prométhée pour avoir volé le feu aux Dieux et l'avoir donné aux hommes, feront autant avec l'économie argentine.

Tant va *la cruche à l'eau* qu'à la fin elle se casse, dit le dicton que le président argentin s'obstine à oublier. Il devrait au moins se souvenir du sort de son prédécesseur, Fernando de la Rúa, lorsqu'il a dépassé les limites de la colère populaire.

---

https://www.radiohc.cu/fr/especiales/comentarios/80495-ou-vas-tu-argentine

Radio Habana Cuba